

**Premier atelier du Processus de facilitation sur le financement des forêts
en Afrique et dans les pays les moins avancés**

Dakar (Sénégal) 10-12 décembre 2012

RAPPORT D'ATELIER

HISTORIQUE

1. Le 30 octobre 2009, une résolution historique a été adoptée au Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) sur les moyens de mise en œuvre de la gestion durable des forêts (GDF). Cette résolution a prévu deux initiatives complémentaires, la création d'un groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la mobilisation de fonds en faveur des forêts et la mise en place d'un processus de facilitation en vue d'aider les États Membres à mobiliser des fonds pour les forêts.
2. En 2011, un projet a été lancé pour identifier les obstacles, les lacunes et les possibilités en matière de financement de la GDF en Afrique et dans les pays les moins avancés (PMA). Le projet comprenait trois composantes : i) des études préliminaires sur le financement des forêts en Afrique et dans les PMA; ii) la validation des données et le transfert de la propriété des résultats au moyen de deux ateliers avec les parties nationales concernées par le financement des forêts; et iii) la formulation de la marche à suivre au moyen d'une série de notes d'information et d'une stratégie globale pour le financement des forêts en Afrique et dans les PMA, en s'appuyant sur les données obtenues dans le cadre des deux premières composantes.
3. Cet atelier, le premier d'un ensemble de deux ateliers qui comprennent la deuxième composante du projet susmentionné sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés, a été organisé par le Secrétariat du FNUF grâce à un financement des Gouvernements allemand et suédois.

OBJECTIF

4. L'atelier avait pour objectif i) de valider les résultats des études préliminaires (réalisées au titre de la première composante), en particulier d'identifier les obstacles, les lacunes et les possibilités de financement de la GDF en Afrique et dans les PMA, et ii) de mettre en place un réseau de parties prenantes concernant le financement des forêts en Afrique et dans les PMA et au niveau international. Ce premier atelier a été organisé à l'intention de pays francophones.

PARTICIPANTS

5. L'atelier a réuni 30 experts et représentants de pays participants provenant de 12 pays et PMA d'Afrique (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mauritanie, République centrafricaine, République du Congo, Sénégal et Togo), ainsi que le Secrétariat du FNUF en qualité d'organisateur.

STRUCTURE, LIEU ET DATES

6. L'atelier s'est tenu en deux parties : i) une session plénière qui a commencé le 10 décembre au matin et a duré un jour et demi (10 et 11 décembre), comprenant une série d'exposés sur le financement des forêts faits par le Secrétariat du FNUF et les États Membres, et ii) une session en groupes de travail dans l'après-midi du 11 et le matin du 12 décembre, au cours de laquelle les participants ont été répartis en deux groupes pour,

dans le cadre de deux réunions séparées, discuter une série de questions sur le financement des forêts et s'efforcer d'y apporter des réponses, puis faire rapport en plénière après chaque réunion. L'après-midi du 12 décembre, un groupe d'experts s'est réuni pour récapituler les principaux résultats, qui ont ensuite été débattus avec les participants avant de parvenir à des conclusions concertées.

OUVERTURE DE L'ATELIER

7. Le premier atelier sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés a été ouvert par la Directrice du Secrétariat du FNUF, Jan L. McAlpine, qui a souligné la nécessité de comprendre les processus de financement pour les forêts et les arbres situés en dehors des forêts et quels étaient les entraves et obstacles auxquels se heurtait leur financement. L'expression GDF comprenait trois aspects, dont l'aspect économique, et il était extrêmement important que l'économie forestière soit également abordée avec les questions sociales et écologiques relatives aux forêts, qui avaient été les principales composantes de la GDF. Dans certains pays, par exemple au Sénégal, les ministères de l'environnement ou des forêts étaient responsables de cette question, mais dans d'autres cette responsabilité était partagée entre ceux de l'agriculture, de l'énergie ou de la conservation de la nature, souvent même par un large éventail de ministères. En guise de conclusion, M^{me} McAlpine a dit qu'il était essentiel de réaliser l'équilibre entre les trois piliers pour assurer la durabilité des forêts.
8. Le colonel Ismaïla Diop, Directeur de cabinet du Ministère sénégalais de l'écologie et de la protection de la nature a remercié Jan McAlpine et les participants du Sénégal et d'autres pays qui participaient à l'atelier. Le colonel Diop a félicité tous les participants internationaux au nom du Président Macky Sall et du Gouvernement. Le Sénégal avait compris qu'il devait agir en solidarité avec les autres membres de l'UEMOA et la CEDEAO. Le couvert forestier au Sénégal était de 36 % et les politiques étaient axées sur la fourniture d'une aide aux collectivités locales aux fins de la mise en œuvre de la GDF. La loi de 1993 mentionnait déjà cette approche, qui était appliquée depuis lors. Le Sénégal a fixé trois objectifs : améliorer la connaissance, accroître le nombre des activités pour mettre en œuvre la GDF et renforcer les capacités de toutes les parties prenantes. De plus, plusieurs programmes de structuration étaient mis en place, tels que le programme Grande muraille verte. Pourtant, 40 000 hectares par an continuaient de disparaître au niveau national. C'est pour cette raison que cet atelier international sur le financement des forêts était si utile. Il était essentiel de renforcer la mobilisation des ressources pour atteindre les objectifs fixés. Le colonel Diop a fait observer que l'atelier, avec l'aide des experts présents, était essentiel pour créer un fonds forestier mondial au moyen de contributions volontaires. C'est ce qui serait proposé à la dixième session du FNUF qui se tiendrait à Istanbul.

ÉLECTION DES COPRÉSIDENTS

9. M. Ndiawar Dieng (Sénégal) et M^{me} Lydie Raharimaniraka (Madagascar) ont été élus coprésidents de l'atelier par les participants.

ORGANISATION DES TRAVAUX

10. À l'invitation des Coprésidents, les participants ont adopté l'organisation des travaux de l'atelier. Il a été convenu qu'il n'y aurait pas de conclusions concertées mais que les Coprésidents présenteraient un résumé de l'atelier reflétant les discussions de l'atelier.

DOCUMENTATION

11. La documentation pertinente pour l'atelier est énumérée ci-après :

- a. Études de cas sur l'Afrique et les PMA établies au titre de la première composante du projet sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés (2012);
- b. Rapport établi en 2008 à la demande du Groupe consultatif sur le financement, intitulé « Flux de financement et nécessité d'appliquer l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts »;
- c. Résolution sur les moyens de mise en œuvre de la GDF de la session extraordinaire FNUF9 (2009);
- d. Rapport de la première réunion du Groupe spécial d'experts sur le financement des forêts, tenue en septembre 2010 à Nairobi;
- e. Rapport du Secrétaire général sur les moyens de mise en œuvre de la GDF, établi pour la neuvième session du FNUF (2011);
- f. Résolution de la neuvième session du FNUF (2011);
- g. Rapport du premier et du second ateliers sur le financement des forêts dans les pays à faible couvert forestier (Téhéran, 12 au 17 novembre 2011; Niamey, 30 janvier au 3 février 2012);
- h. Rapport du premier et du second ateliers sur le financement des forêts dans les petits États insulaires en développement (Port of Spain, Trinité-et-Tobago, 23 au 27 avril 2012, et Nadi (Fidji), 23 au 27 juillet 2012).

12. Tous ces documents sont accessibles à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/forests/facilitative-process.html>.

QUESTIONS À EXAMINER

13. Le résumé, établi par les Coprésidents, des discussions qui se sont tenues lors du premier atelier sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés, y compris les conclusions concertées, est annexé au présent rapport.

ANNEXE 1

RÉSUMÉ, ÉTABLI PAR LES COPRÉSIDENTS, DES EXPOSÉS FAITS ET DES DISCUSSIONS TENUES DURANT LE PREMIER ATELIER SUR LE FINANCEMENT DES FORÊTS EN AFRIQUE ET DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

MARDI 10 DÉCEMBRE : CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ET RÉUNION PLÉNIÈRE

Processus du FNUF sur le financement des forêts

14. M. Benjamin Singer, du Secrétariat du FNUF, a donné un aperçu général du financement des forêts et du processus du FNUF, soulignant l'importance de la création du Groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le financement des forêts et de l'établissement du processus de facilitation, les deux principaux mécanismes du plan de travail du FNUF sur le financement des forêts. Cette activité est un projet financé par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suède visant à prêter un appui au financement de la GDF en Afrique et dans les pays les moins avancés, qui a commencé par la réalisation d'une étude visant à identifier les lacunes, obstacles et possibilités en matière de financement de la GDF en Afrique et dans les pays les moins avancés. M. Singer a ensuite fait un exposé sur les résultats de la première composante du projet, à savoir les huit études sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés. M. Singer a mis principalement l'accent sur les résultats suivants : i) la diminution du financement des forêts au niveau mondial, à l'exception de quelques pays bénéficiant du mécanisme REDD+; ii) le financement extérieur inégal qui privilégie un petit nombre de pays.

Le projet en faveur de l'Afrique et des PMA

15. M^{me} Njeri Kariuki (Secrétariat du FNUF) a fait un exposé sur le projet en faveur de l'Afrique et des PMA, qui vise à renforcer la capacité des parties prenantes de comprendre les principaux obstacles et défis rencontrés en matière de financement de la GDF. Le principal objectif est de faciliter les délibérations sur le financement de la GDF. L'Afrique et les PMA disposent de sources de financement particulièrement limitées. Les pays offrent des possibilités importantes en matière de GDF, mais leur capacité d'absorption est réduite à cause du faible engagement politique et des compétences limitées. Le Secrétariat du FNUF coopère avec l'Allemagne et la Suède pour appliquer ce projet. L'atelier est le premier de deux, le second devant se tenir à Nairobi en janvier 2013. Cela contribuera aux travaux de la deuxième session du Groupe spécial intergouvernemental d'experts et de la dixième session du FNUF (FNUF10), qui doit se tenir à Istanbul.

Résumé des discussions interactives

16. Les deux exposés ont conduit à une série de questions posées par les participants, nombre d'entre elles portant sur la mesure dans laquelle les différentes sources de financement des forêts pouvaient être appliquées et possibles dans le cas des pays africains représentés à l'atelier. En particulier, plusieurs participants ont souligné les difficultés rencontrées pour accéder aux sources internationales de financement des forêts, notamment le financement de la lutte contre les émissions de carbone et REDD+. La Directrice du FNUF, Jan McAlpine, a fait observer qu'aucune source de financement ne pouvait satisfaire à elle seule tous les besoins. La solution passait par la diversification du financement de l'ensemble des projets relatifs aux forêts dans chaque pays. C'était la seule façon de faire face à la complexité de la GDF et à sa mise en œuvre, en particulier au vu de la richesse que constituent les contributions non monétaires des forêts. Dans

cette optique, le Secrétariat du FNUF, par l'intermédiaire du Processus de facilitation, pouvait avoir un effet catalyseur, mais non être un fonds en soi.

Financement des forêts en Afrique : vue d'ensemble

17. M^{me} Lindroos, d'Indufor Oy (Finlande), a présenté une synthèse des documents d'information établis pour le projet sur le financement des forêts en Afrique. Le projet couvrait 54 pays et comprenait deux études de cas, sur la Tanzanie et la Tunisie. Il a été fait appel à l'extraction de données, en particulier pour la littérature grise et les ouvrages universitaires. Le premier document était consacré aux données générales relatives à l'Afrique, le second expressément au financement des forêts. Les résultats montraient que les pays africains mobilisaient le moins de fonds pour les forêts – 0,67 dollar par habitant contre 5 dollars par habitant en Amérique du Sud et en Asie. La grande majorité des fonds était consacrée aux frais généraux tels que les dépenses de personnel (plus de 90 %). Le financement étranger constituait environ 45 % du financement total des forêts (hors l'Afrique du Nord, ce pourcentage serait encore beaucoup plus élevé). L'aide publique au développement dans le secteur forestier au niveau mondial avait diminué entre 2002 et 2006, mais entre 2006 et 2010 elle avait enregistré une forte hausse due en partie au mécanisme REDD+. Sept des 54 pays africains avaient reçu 50 % de l'aide publique au développement dans le secteur forestier. De même, le financement cumulatif au titre du mécanisme REDD+ depuis 2006 était concentré dans cinq pays qui avaient reçu la moitié du financement. Au plan des lacunes, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe n'avaient pas reçu des montants comparables. L'Afrique de l'Est avait reçu la moitié du financement. Enfin, les liens et contributions transversaux étaient mal articulés. Toutefois, le secteur privé représentait une possibilité importante pour le financement des forêts.

Résumé des discussions interactives

18. Le Gabon et le Togo ont tous deux fait observer qu'ils participaient à présent aux activités REDD+ par l'intermédiaire du programme ONU-REDD et du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier. Des questions ont été soulevées concernant le caractère intersectoriel du financement des forêts et la nécessité de saisir cette dimension dans les statistiques, mais M^{me} Lindroos a expliqué que la plupart des données quantitatives disponibles avaient trait expressément au secteur forestier, ajoutant qu'il était très difficile d'effectuer des recherches sur le financement intersectoriel des forêts. Les participants sont convenus qu'il était essentiel de prendre cela en considération et d'orienter les recherches sur ce que l'on ne savait pas encore, de façon à mieux appréhender la question du financement des forêts dans sa globalité plutôt que dans une perspective sectorielle.

Financement des forêts en Afrique centrale

19. M. Jules-André Madingou a fait un exposé sur le financement des forêts au Gabon, un exemple de pays riche en bois d'œuvre. Le pays comptait 22 millions d'hectares de forêts très faiblement peuplées. Le Gabon s'était doté d'une législation contraignant les sociétés d'exploitation forestière à présenter des plans de gestion des forêts. Cela exerçait des pressions sur les sociétés d'exploitation forestière nationales, plus petites, qui n'avaient pas les moyens de le faire et qui avaient été autorisées à se regrouper dans des groupements de gestion. Entre 2001 et 2005, seules les sociétés les plus grandes avaient pu se doter de plans de gestion, pour la plupart avec l'aide financière de l'Agence française de développement (AFD). Les nationaux n'étaient guère impliqués dans les processus. Un projet était par conséquent élaboré en vue de maintenir les nationaux dans le secteur du bois d'œuvre, couvrant 2,5 millions d'hectares de forêts gérées. Le projet, d'un montant total de 15 millions d'euros, était financé principalement par l'APD. Les

résultats à ce jour montraient que 318 000 hectares étaient gérés et que le reste (2,2 millions ha) était en voie de l'être, à des degrés divers. Depuis 2009, le Gabon avait interdit toutes les exportations de bois d'œuvre, ce qui avait permis à l'industrie de transformation d'être florissante, en particulier s'agissant des entreprises appartenant à des parties prenantes nationales (plutôt qu'internationales).

20. M. Cyrille Martin Nkie a présenté un résumé du financement des forêts au Cameroun. Dans ce pays, le financement des forêts était considéré comme comprenant l'ensemble de l'appui – pas seulement monétaire mais aussi technique et autre – apporté à la mise en œuvre de la GDF. Les donateurs internationaux s'y étaient réunis pour constituer le programme sectoriel forêt et environnement (PSFE) en un groupe cohérent pour coordonner le financement extérieur. Le PSFE avait la capacité de mettre en commun l'APD dans le secteur forestier en constituant un panier de financement commun. Les fonds étaient ensuite affectés à un certain nombre de thèmes communs. Au plan des sources de financement des forêts, 16 milliards de francs CFA prélevés sur le budget gouvernemental étaient affectés aux forêts. Les thèmes couverts par ces fonds comprenaient les valeurs sociales, environnementales et économiques des forêts. Depuis 2012, toutefois, les fonds d'origine extérieure avaient diminué, la Banque mondiale, le Ministère du développement international du Royaume-Uni et l'Agence canadienne de développement international s'étant complètement retirés. L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) avait quant à elle diminué son financement. Le mécanisme REDD+ était toujours dans une phase préparatoire, avec l'adoption du Programme de préparation à la mise en œuvre en octobre 2012. Les obstacles au financement des forêts étaient les suivants : de l'avis du Gouvernement, les questions de viabilité n'étaient pas prioritaires; les questions de gouvernance continuaient de poser des problèmes, en particulier la corruption, qui était généralisée; les visées secrètes de certains étaient également contraires aux intérêts nationaux. Les donateurs internationaux assortissaient également de nombreuses conditions à leur financement. Il était nécessaire de promouvoir la gouvernance et la viabilité en matière de gestion des forêts. En mars 2013, toutefois, un accord de partenariat volontaire (APV) devait être signé avec l'Union européenne.
21. Donatien Nzala a clôturé la session sur le financement des forêts en Afrique centrale par un exposé sur l'expérience du Congo en matière de financement du secteur forestier. Le Congo comptait 22 millions d'hectares de forêts, dont 14 millions d'hectares de forêts de production et 3,7 millions d'hectares affectés à la conservation de la diversité biologique sous forme de zones protégées. Plus de 4 millions d'hectares étaient couverts par des plans de GDF et 2 millions d'hectares faisaient l'objet d'une gestion certifiée (représentant 50 % de l'ensemble des forêts certifiées d'Afrique centrale). Un total de 12 millions de personnes étaient employées directement et indirectement dans le secteur forestier, ce qui en faisait le deuxième secteur pour l'emploi après le secteur public. Les forêts de production du Congo étaient allouées à des sociétés d'exploitation forestière sous forme de concessions. Au plan des sources de financement des forêts, le secteur public avait créé un fonds forestier national (FFN) tandis que plusieurs projets étaient mis en œuvre avec l'assistance de donateurs externes tels que la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et l'Agence française de développement (AFD). Les partenariats public-privé comprenaient les concessions de conservation pour la protection de la biodiversité. Le secteur privé constituait une importante source de fonds, dont un exemple (Danzer) consistait dans une concession de 1,2 million d'hectares qui était entièrement certifiée par le Forest Stewardship Council (FSC). Pourtant, le financement des forêts était insuffisant et difficile à mobiliser. Le Congo participait à plusieurs initiatives – il n'avait pas fini de mettre en œuvre la GDF qu'il avait déjà signé un APV et travaillait avec le mécanisme REDD+. Du fait du système foncier, le secteur privé n'avait pas pu investir sans craindre de perdre l'accès aux terres. Les banques commerciales ne voulaient pas financer des forêts naturelles et

plantées parce que le retour sur investissement était lent. La communauté des donateurs exigeait constamment le respect de règles complexes. Au niveau du marché international, la différence entre les prix pour le bois d'œuvre certifié et non certifié n'était pas suffisante pour inciter à investir dans la certification du bois d'œuvre. La microfinance était devenue une nouvelle source de financement populaire aussi bien parmi les donateurs qu'au niveau des collectivités locales, en particulier lorsqu'il s'agissait de commercialiser les produits forestiers non ligneux (PFNL).

Financement des forêts dans les pays les moins avancés

22. M^{me} Karoliina Lindroos a présenté les études de fond d'Indufor sur le financement des forêts dans les pays les moins avancés. Au total, 48 pays étaient couverts et deux études de cas, portant sur l'Ouganda et le Népal, avaient été retenues. Comme l'étude sur l'Afrique, celles-ci mettaient principalement l'accent sur les chiffres de l'APD, qui étaient les plus aisément disponibles. Ce qui faisait défaut, c'était le financement par le secteur privé, tant national qu'étranger, de même que les sources de financement nationales. De même, les modes de financement intersectoriels des forêts faisaient défaut et il était très difficile d'avoir accès à des informations sur cette question. Les PMA comptaient 15 % des forêts dans le monde. Sur les 48 pays dans cette catégorie, 33 étaient en Afrique. Le dénominateur commun de ces pays était une répartition inégale du revenu, de faibles revenus et un indicateur de développement peu élevé. La plupart des PMA étaient dotés de politiques ou programmes nationaux relatifs aux forêts – ceux qui n'en avaient pas étaient généralement des pays à faible couvert forestier. Lorsque des stratégies de réduction de la pauvreté existaient, les forêts étaient mentionnées, mais celles-ci étaient rarement incluses dans les stratégies axées sur la croissance économique. Les données montraient une fois encore les financements des forêts essentiellement concentrés dans un petit nombre de pays, d'où une forte asymétrie. Les principales lacunes en matière de financement des forêts dans les PMA étaient les suivantes : très peu d'exemples de paiements pour services environnementaux, diminution continue de la part des PMA dans l'APD dans le secteur forestier et financement par le secteur privé limité. Les institutions étaient faibles, la gouvernance déficiente et l'application des politiques et des lois limitée, et de plus de nombreux pays connaissaient des conflits politiques. Ces raisons pouvaient expliquer pourquoi les investissements du secteur privé demeuraient limités. De plus, les politiques budgétaires rendaient souvent le secteur du bois d'œuvre peu attrayant. Les possibilités étaient nombreuses, au premier rang desquelles les paiements pour services environnementaux, même si le coût de la mise en place pouvait être élevé. Les collectivités pouvaient bénéficier grandement de telles initiatives.
23. Le colonel Théophile Kakpo a fait un exposé sur l'expérience du Bénin en matière de financement des forêts. Le Bénin et le Togo étaient situés dans le Dahomey Gap, ce qui signifiait que leur couvert forestier était bien plus limité que celui de leurs voisins, à l'est et à l'ouest. Cependant, le Togo et le Bénin avaient conclu ensemble un accord de coopération sur un certain nombre de questions, dont la GDF. Dans les années 90, il y avait eu une prise de conscience progressive de l'importance de la GDF, ce qui avait permis à la législation d'évoluer en axant l'approche non plus sur l'interdiction mais sur les incitations. Un certain nombre de donateurs s'étaient proposés d'appliquer des projets forestiers concernant les forêts de production, les zones protégées et les forêts communautaires et communales. Le Bénin, connu pour être le foyer ancestral du vaudou, comptait jusqu'à 3 000 forêts sacrées ou « forêts fétiches ». En vertu de la loi existante, toutes les forêts devaient être dotées d'un plan de gestion forestière durable élaboré en collaboration avec les collectivités locales. Des marchés ruraux du bois d'œuvre avaient également été créés de la même manière au Mali et au Niger. Les contraintes étaient les conditions imposées par les donateurs et leur faible disponibilité pour communiquer sur la valeur des forêts.

24. Christine Sagno a donné un aperçu général des forêts en Guinée, pays considéré comme le « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest. Ce pays comptait des forêts sèches denses, des forêts denses humides, des savanes et des mangroves. La dégradation et la déforestation des forêts étaient omniprésentes en Guinée, à cause de l'exploitation forestière, des incendies et de la consommation de bois de feu. La superficie des forêts diminuait d'environ 35 000 hectares par an selon les chiffres les plus récents de la FAO. Une politique forestière nationale avait été élaborée avec la création d'un code forestier et d'un code de protection de la faune sauvage. Les collectivités avaient été formées à la mise en place de comités pour lutter contre les feux de forêt et chaque collectivité recevait 1,8 million de francs guinéens lorsqu'elle parvenait à éviter des feux de forêt pendant l'année. La production de charbon était un problème majeur en Guinée et des demandes avaient été formulées tendant à accroître la dépendance du pays à l'égard du gaz plutôt que du bois de feu ou du charbon. M^{me} Sagno, qui a déclaré « L'agriculture est le premier ennemi des forêts », a fait ainsi observer que la Guinée était en proie à des incendies continuels pour favoriser la plantation de riz. Une autre cause de la déforestation était la consommation de bois de feu aux fins de la production de sel, qui était traditionnellement traité par cuisson au-dessus de grandes quantités de bois de feu. Un projet à financement externe a permis aux collectivités locales d'avoir accès à des bâches en plastique pour le traitement du sel, utilisées en remplacement de la cuisson au bois de feu.

Résumé des discussions interactives

25. Plusieurs questions ont été posées sur le système de concessions en Afrique centrale, notamment concernant le système foncier. Ainsi, au Gabon, les forêts appartenaient à l'État, qui en déléguait la gestion à une entreprise privée. Il n'était pas reconnu que les communautés autochtones jouissaient d'un droit particulier – tous les citoyens jouissaient de droits égaux en la matière. Il n'existait pas de forêts sacrées au Gabon. Les collectivités locales jouissaient d'un droit d'usage à l'intérieur de ces concessions. Dans de nombreux pays, tels que le Cameroun et le Congo, ils bénéficiaient aussi d'un pourcentage des recettes perçues au niveau du pouvoir central sur la production de bois d'œuvre. Le Cameroun avait des forêts sacrées, notamment en pays bamileké, ce qui avait été pris en compte dans la révision de la loi forestière de 1994. La question de la durabilité du système des concessions a aussi été soulevée.
26. Plusieurs participants ont proposé d'agir ensemble et de demander à bénéficier de l'APD au niveau régional plutôt qu'au niveau national. Cela se faisait déjà au niveau régional en Afrique centrale, notamment dans le cadre du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) et de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC). L'Afrique centrale avait reçu des financements supplémentaires non seulement parce que le couvert forestier y était étendu, mais aussi parce que les chefs d'État et les ministres étaient convenus de coordonner leurs efforts et d'agir de façon concertée. Cela adressait un message très fort aux donateurs. Chaque pays était alors motivé pour appliquer une stratégie au niveau national.
27. Enfin, les valeurs spirituelles, culturelles et coutumières des forêts étaient essentielles et le FNUF considérait qu'elles devaient être respectées. L'application différait selon les pays mais devait s'effectuer en étroite coordination avec les collectivités locales. Si l'on ne tenait compte que de la valeur marchande des arbres, cela ne révélerait qu'un point de vue superficiel sur les forêts.

MERCREDI 11 DÉCEMBRE : PLÉNIÈRE ET GROUPES DE TRAVAIL

Écotourisme et financement des forêts

28. Théodore Mbaro a fait un exposé sur l'écotourisme en République centrafricaine, pays sans littoral qui appartenait à la catégorie des pays les moins avancés et comptait un grand nombre de parcs nationaux où la mégafaune était abondante. Cet exposé était axé sur le parc national à Dzanga-Sangha, qui abritait la dernière espèce de primate, le *Cercopithecus ngottoensis*. Le Gouvernement centrafricain avait mis sur pied un projet local visant à réduire la pauvreté au niveau local, en partenariat avec le Fonds mondial pour la nature et la GIZ. L'écotourisme à Sangha s'appuyait sur une double stratégie – l'écotourisme mais aussi le tourisme communautaire. Le parc national abritait aussi une population de BaAka, des pygmées. En 2007, 586 touristes avaient visité le parc, chiffre passé à 1 500 en 2010, produisant plus de 150 millions de francs CFA en une seule année. Les revenus se répartissaient comme suit : suivi des gorilles, 24 % ; logement, 19 % ; éléphants, 15 % ; droits cinématographiques, 7 % ; le reste provenant d'autres sources de revenu telles que les transports, les droits de recherche, la vente de souvenirs, les cérémonies BaAka tenues à l'intention des touristes. De plus, la communication sur la conservation se déroulait au cours des visites des touristes qui acceptaient de payer 500 dollars par personne pour une visite d'une heure leur permettant de voir un groupe de gorilles. Les problèmes rencontrés étaient les suivants : manque de suiveurs spécialisés dans les gorilles, forte densité des forêts, difficultés posées par le suivi et l'habituation des gorilles. Les améliorations possibles étaient la construction de routes et le renforcement des relations de travail avec les voyagistes et le secteur privé d'une manière générale.
29. M^{me} Lydie Raharimaniraka a présenté les principales contributions de l'écotourisme au financement des forêts à Madagascar. Le secteur de l'écotourisme y était basé sur le réseau de parcs nationaux du pays, où les cultures locales étaient respectées et le secteur privé mobilisé. L'écotourisme était défini comme un tourisme qui respecte les milieux naturel et culturel. Madagascar avait élaboré un plan stratégique pour la période 2012-2016 qui mettait l'accent sur i) la conservation, ii) la cogestion avec les collectivités locales, iii) la gestion de Madagascar National Parks comme une entreprise privée, et iv) des mesures visant à porter les revenus (qui sont perçus par le Ministère des forêts et non celui du tourisme) à 3 millions de dollars. En 2005, le tourisme était devenu la première source de devises étrangères du pays. La moitié (50 %) des frais d'entrée perçus auprès des touristes étaient affectés aux collectivités locales. Ces fonds servaient de tremplin pour le développement communautaire. En bref, les parcs nationaux étaient gérés en vue de favoriser la durabilité écologique, sociale et économique. Les produits et services comprenaient notamment les logements et les guides. La Banque mondiale avait contribué au financement, en 2005, en apportant des améliorations à l'infrastructure touristique, aux services d'accueil, à la collaboration avec le secteur privé, à l'évaluation du développement du tourisme et à la mise au point d'outils de communication. La Banque mondiale devait décaisser 9 millions de dollars supplémentaires entre 2011 et 2014. L'Allemagne, la Banque mondiale, le FEM, la France, le Japon et l'Union européenne étaient les principaux donateurs dans ce secteur.

Financement des forêts en Guinée-Bissau

30. M. Kaoussou Diombera a présenté succinctement l'état du financement des forêts en Guinée-Bissau, pays classé dans la catégorie des petits États insulaires en développement du fait des nombreuses îles comprises sur son territoire. En 1978, le couvert forestier représentait 75 % de la superficie du pays, mais ce pourcentage avait diminué depuis. Les mangroves couvraient 7 % de la superficie du pays et abritaient 45 % de la population totale. Les forêts demeuraient dans une situation précaire en Guinée-Bissau, en particulier

du fait que les concessions d'exploitation forestière n'étaient pas encore délimitées et que les coupes sélectives continuaient de contribuer à la dégradation de 30 000 à 40 000 hectares par an. Cela, ajouté aux incendies de forêts ainsi qu'à la culture itinérante, explique un taux de déforestation élevé – 40 000 à 60 000 hectares par an. Le bois d'œuvre représentait 6,2 % des exportations du pays et 9 % du PIB. Une des politiques visant à limiter cette tendance avait été l'introduction de la foresterie communautaire. À l'époque coloniale, les forêts étaient gérées de façon rationnelle, les chefs traditionnels ayant la maîtrise des forêts. Nombre d'entre eux avaient été tués par la nouvelle autorité indépendante car perçus comme des personnes qui avaient collaboré avec le système colonial, mais du fait de l'utilité qu'ils pouvaient avoir en matière de GDF, ils avaient été peu à peu réhabilités. En 1991, une nouvelle loi sur l'exploitation forestière avait été promulguée pour tenir compte du rôle reconnu des communautés dans ce domaine. Les forêts communautaires avaient ainsi été créées à partir de 1996. De plus, des taxes étaient perçues dans le secteur du bois d'œuvre, principalement pour financer le « mois du reboisement » (juillet), pendant lequel les communautés étaient mobilisées pour aider à planter des arbres. Le Ministère de l'agriculture était chargé non seulement de l'agriculture, mais aussi de la pêche, de l'élevage et des forêts, ce qui expliquait pourquoi la stratégie forestière était intégrée dans un document d'orientation agricole plus large. L'écotourisme était limité en Guinée-Bissau du fait de la situation politique, mais elle avait un potentiel considérable, en particulier dans la partie insulaire du pays. Les zones protégées, qui occupaient 12 % de la superficie totale du pays, abritaient des mammifères en abondance, notamment des éléphants et des hippopotames.

Résumé des discussions interactives

31. Les participants ont souligné la nécessité de relier le financement des forêts aux priorités intersectorielles. Le premier exposé a mis en évidence le lien direct entre la réduction de la pauvreté et l'écotourisme. C'était le type de message qui devait être diffusé au niveau mondial. C'est en établissant un lien avec d'autres objectifs – réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire – que les États Membres seraient en mesure de collecter des fonds auprès des donateurs et du secteur privé. De nombreuses entreprises étaient dotées de fonds de pension qui investissaient dans des initiatives de développement durable. Plus les liens susmentionnés étaient établis, plus le message était puissant. La Banque mondiale avait transféré le Département de l'environnement dans d'autres départements afin d'éliminer la situation de cloisonnement qui sévissait jusqu'alors. Cela pouvait changer la façon dont les pays bénéficiaires devaient procéder, mais plus ils pouvaient montrer qu'ils adoptaient cette nouvelle perspective, plus ils seraient en mesure de mobiliser efficacement des fonds. Il fallait établir des liens pour aller de l'avant. Il était essentiel de travailler de concert avec d'autres ministères à cette fin. Enfin, il convenait de noter deux points positifs : premièrement, l'Assemblée générale des Nations Unies avait proclamé le 21 mars de chaque année Journée internationale des forêts; deuxièmement, si une grande partie de la faune consistait dans des grands mammifères, de nombreux touristes des États-Unis et d'Europe étaient prêts à voyager pour observer des oiseaux, et de nombreux pays africains et pays les moins avancés tireraient parti d'une stratégie d'écotourisme mettant l'accent sur cela.

Financement des forêts dans les pays à faible couvert forestier

32. M. Boubacar Diop a commencé son exposé sur la Mauritanie en faisant observer que son pays couvrait plus d'un million de kilomètres carrés mais comptait moins de 3 millions d'habitants. Le désert du Sahara couvrait la majeure partie du pays (75 %). Le financement des forêts était principalement le fait de donateurs internationaux (Allemagne, BAfD, Banque mondiale, Espagne, FEM, Fonds international de développement agricole (FIDA), etc.) bien que le Gouvernement eût fortement investi dans le reboisement au cours des années précédentes. Toutefois, la Mauritanie continuait

d'être très vulnérable au changement climatique et le couvert forestier ne représentait que 4 % de la superficie du territoire national. La déforestation était due principalement à la collecte de bois de feu et aux incendies de forêts, ainsi qu'à la production de charbon de bois. Au total, 85 % de l'énergie du pays venait du bois, sous forme de bois de feu ou de charbon de bois. La demande d'énergie sous la forme de ces deux sources était fortement supérieure à la production au niveau national. Les forêts subissaient ainsi principalement la variabilité du climat et la surexploitation des ressources naturelles. Le financement international était fortement axé sur la conservation des parcs nationaux et des autres zones protégées du pays.

33. Oyétoundé Djiwa a expliqué que le Togo comptait un couvert forestier de 6,8 %, alors que les plantations de teck (50 000 ha), privées pour la plupart (75 % d'entre elles), étaient fréquentes. Le Togo avait le deuxième taux de déforestation (plus de 5 %) selon les chiffres nationaux les plus récents de la FAO, cela étant principalement dû à l'empiétement par les terres agricoles, la végétation étant brûlée pour faire de la place pour l'agriculture, tandis que la collecte de bois de feu et la production de charbon de bois étaient elles aussi très courantes. Le Togo était doté d'un programme d'action forestier national, inclus dans la stratégie ministérielle qui faisait elle-même partie du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du pays. Six axes stratégiques avaient été établis pour les forêts – changement climatique, investissements, REDD+ et communication, gestion des connaissances, renforcement des capacités et appui à l'application à plus grande échelle des bonnes pratiques. Le financement des forêts par l'État avait fortement augmenté, passant de 200 à 300 millions de francs CFA jusqu'en 2008 à 600 millions en 2010. Toutefois, les ressources humaines restaient fort insuffisantes, 58 % du personnel n'ayant comme niveau d'instruction que le BEPC. Le Togo visait à accroître le couvert forestier en le portant à 30 % d'ici à 2050. L'agriculture, l'extraction minière et l'énergie seraient toutes mobilisées pour atteindre cet objectif. Cependant, du fait du régime de la propriété foncière (une grande partie des terres appartenaient à des particuliers; seulement 14 % des terres étaient la propriété de l'État, dont une grande partie était située dans des zones protégées, et les communautés locales cherchaient à faire valoir leurs droits sur 4 % de ces terres), la réalisation de cet objectif passait par une étroite collaboration avec le secteur privé.

Résumé des discussions interactives

34. M. Mbaro (République centrafricaine), en réponse à une question sur le rôle des populations « pygmées » en matière de GDF, a répondu que ceux-ci ne constituaient pas une attraction touristique. C'étaient des parties prenantes actives qui s'employaient à créer de la valeur ajoutée dans le secteur du tourisme et bénéficiaient aussi, ce faisant, de la réduction de la pauvreté. Les participants ont reconnu que l'aspect culturel n'avait pas été abordé dans ces exposés, alors que les valeurs spirituelles contribuaient souvent à réduire la déforestation du fait de l'existence de tabous. Cela aiderait à attirer des financements externes. Sur la question de savoir si les conflits armés pouvaient avoir des répercussions sur le financement des forêts, M. Maro a répondu qu'avoir le Darfour comme voisin signifiait que le braconnage avait considérablement augmenté dans la zone frontalière bordant le Soudan, limitant le tourisme dans la moitié orientale du pays. Répondant à une question sur le secteur de l'exploitation forestière en République centrafricaine, il a fait observer que 8 % du pays étaient couverts de forêts de production, dont une grande partie était incluse dans les plans de GDF. La République centrafricaine était le troisième partenaire dans le Bassin du Congo à avoir signé un accord de partenariat avec l'Union européenne, dont l'application était prévue au début de 2014. Le secteur de l'exploitation forestière fournissait jusqu'à 15 % du PIB du pays.
35. S'agissant de la coopération régionale, la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) a été créée lors du Sommet des chefs d'État qui s'est tenu à Yaoundé en

1999, en vue de coordonner les politiques relatives à la deuxième forêt tropicale du monde. Un plan de convergence régionale avait été mis en place, ce qui expliquait en partie pourquoi les politiques entre ces pays étaient si proches. De plus, des initiatives bilatérales et trilatérales avaient été prises, telles que la Trinationale de la Sangha.

36. L'aspect intersectoriel des forêts a également été souligné au cours des discussions. En Guinée-Bissau, les mangroves, qui couvraient 7 % du territoire, fournissaient à la fois du bois d'œuvre et du poisson. Pourtant, ces écosystèmes étaient très vulnérables, en particulier du fait que les populations locales taillaient les arbres en vue d'avoir du bois de feu. Afin de réduire la pression qui s'exerçait sur ces écosystèmes, il fallait développer l'aquaculture, en particulier l'ostréiculture. Un organisme sénégalais avait été créé à cette fin. Enfin, la Guinée a demandé aux pays d'Afrique de l'Ouest représentés à l'atelier de se réunir au sein d'une organisation régionale analogue à la COMIFAC.

Financement des forêts et conflits en Côte d'Ivoire

37. M. Adjumane Aimé Kadio a fait un exposé sur les répercussions des conflits armés sur le financement des forêts en Côte d'Ivoire. Le secteur de l'exploitation forestière dans le pays employait 40 000 personnes; c'était une source d'énergie pour 70 % de la population, et la viande de brousse constituait une source majeure de protéines pour la population du pays. Plus de 6 700 forêts sacrées avaient été identifiées, qui fournissaient des plantes médicinales aux communautés locales. Un grand nombre de donateurs internationaux (ACDI, BAfD, Banque mondiale, KfW, etc.) avaient fourni une assistance pour les forêts entre 1991 et 1998, décaissant 86 milliards de francs CFA. Une déclaration ministérielle avait même été élaborée mais avait été abandonnée du fait du coup d'État. La déclaration énonçait que les communautés devaient prendre part à la GDF; que le secteur privé devait être mobilisé pour investir dans les forêts; que les activités agricoles devaient être contrôlées à l'intérieur des forêts; que le capital naturel devait être évalué; et qu'il convenait d'établir un instrument spécifique énumérant tous les objectifs précités. Par ailleurs, le secteur de l'exploitation forestière avait été réformé en vue de réduire la pression exercée sur les forêts. Un système fiscal complexe avait été mis en place pour dégager des recettes dans le secteur de l'exploitation forestière. Jusqu'à 1999, ces taxes avaient représenté entre 4 % et 10 % du budget national; ce pourcentage était tombé depuis, représentant entre 2,3 % et 3,9 % (40 à 60 milliards de francs CFA aujourd'hui).
38. L'impact du conflit sur les forêts était fortement ressenti dans l'ensemble du pays. Lorsque la guerre a éclaté, l'ensemble de l'administration chargée des forêts dans le nord s'était enfuie, laissant les populations y pénétrer et y abattre des arbres en pleine anarchie. Le pillage et la destruction des infrastructures avaient coûté à eux seuls 4 milliards de francs CFA. Les donateurs avaient cessé de financer les forêts dans le pays. La déforestation avait augmenté, deux parcs nationaux avaient été gravement endommagés et le régime d'occupation des terres avait été fortement perturbé dans la partie occidentale du pays avec l'arrivée de migrants. Après la fin du conflit, le FEM, le Japon et l'Allemagne avaient tous financé la reconstruction du secteur forestier. La Côte d'Ivoire devait prochainement recevoir des fonds de la France (conversions de créances) et elle travaillait à son programme de préparation au titre du mécanisme REDD+.

Résumé des discussions interactives

39. La Directrice du FNUF, Jan McAlpine, a fait observer qu'on s'attachait trop à courir après tous les fonds qui existaient au niveau international. Il était essentiel tout d'abord d'établir une stratégie nationale avant de chercher comment des fonds pouvaient contribuer à combler les lacunes identifiées. Sinon, on mettait la charrue avant les bœufs. Le guichet REDD+/GDF du FEM permettait de faire face aux questions transversales.

Financement des forêts et écotourisme au Sénégal

40. M. Souleye Ndiaye a donné un aperçu de l'écotourisme au Sénégal en tant que mode de financement des forêts. Dans les années 60, l'accent avait été mis, dans le cadre du financement des forêts, sur la conservation et la protection des parcs nationaux. Cependant, dans les années 70, la situation avait évolué, aboutissant à la reconnaissance, en 1994, de la nécessité de tenir compte des communautés locales dans la gestion des zones protégées. En 2003, les politiques adoptées lors du Sommet de Durban avaient souligné la nécessité d'aller au-delà des zones protégées en vue d'adopter une approche intégrée du paysage. Le financement des zones protégées du Sénégal était assuré par l'État, des sources internationales (en particulier pour les espèces phares ou des zones spécifiques telles que les sites du patrimoine mondial) et même le secteur privé au moyen de partenariats public-privé, mais la plupart du temps ces fonds étaient destinés à des projets – tels que le financement à court terme – ce qui n'était pas l'idéal pour la gestion des zones protégées.

Groupes de travail

41. À ce stade, les participants ont été séparés en deux groupes de travail, puis ils ont discuté la question suivante : Quels sont les lacunes, les obstacles et les possibilités en matière de financement des forêts dans votre pays, aux niveaux local, national et régional? Les deux groupes de travail ont fourni les informations suivantes.

Groupe de travail 1

42. Les lacunes et obstacles au niveau international étaient les suivants :

- La crise financière internationale avait conduit à une diminution de l'APD;
- Les priorités de l'APD étaient basées sur l'évaluation par les donateurs plutôt que sur les besoins réels en matière de GDF;
- Les mécanismes d'accès au financement des forêts étaient très complexes;
- La capacité des pays d'identifier, solliciter, mobiliser et négocier les financements était limitée;
- Les ressources allouées par les donateurs internationaux aux forêts étaient fort insuffisantes.

43. Au niveau national, les lacunes et obstacles au financement des forêts étaient les suivants :

- Les ressources nationales affectées à la GDF dans les PMA dépassaient rarement 1 % du budget national;
- Les fonds pour la recherche-développement ainsi que pour les ressources humaines étaient insuffisants;
- Créer de la valeur ajoutée au niveau des PFNL et des autres aspects de la diversité des biens et services était insuffisant;
- D'autres secteurs revêtaient un rang de priorité plus élevé au niveau de l'actualité politique, les forêts restant parmi les questions les moins prioritaires;
- La véritable contribution des forêts à l'économie nationale était fortement sous-estimée;
- Les gouvernements accordaient une plus grande attention aux priorités sur le court terme qu'à celles sur le long terme telles que la GDF;
- L'instabilité institutionnelle et politique, ainsi que la forte mobilité du personnel forestier empêchaient d'assurer une continuité et de dégager tout enseignement en matière de GDF et de financement des forêts;

- La connaissance insuffisante des ressources forestières signifiait que les pays n'étaient pas en mesure d'évaluer les besoins de financement pour la GDF;
- Les moyens et instruments pour l'application effective d'une GDF étaient inégalement répartis à l'intérieur d'un pays donné;
- Le renforcement des capacités institutionnelles pour la GDF et le financement des forêts faisait défaut;
- Il n'y avait pas assez de défenseurs du financement de la GDF dans les pays les moins avancés.

44. Au niveau infranational ou local, les lacunes et obstacles suivants ont été identifiés :

- Absence de cadre juridique pour attirer les investissements privés;
- Les autorités locales étaient insuffisamment organisées pour tirer parti des financements de façon effective;
- La décentralisation n'avait pas été menée à bien;
- Absence de système foncier clair;
- Positionnement insuffisant des investissements dans le secteur;
- Manque de connaissances sur la valeur ajoutée dans les biens et services relatifs à la GDF.

Groupe de travail 2

45. Les obstacles étaient les suivants :

- S'agissant du financement public, faible volonté politique, niveau peu élevé des ressources nationales, longueur des cycles de régénération des forêts et difficulté de la mise en œuvre des ressources sur le terrain;
- Au niveau international, compatibilité limitée avec les politiques nationales, faible capacité d'appropriation de fonds internationaux, insécurité du régime d'occupation des terres, faible cohérence des politiques sectorielles, concurrence entre les utilisations des terres (par exemple, agriculture et extraction minière), faible gouvernance forestière accompagnée de corruption, instabilité politique et institutionnelle, faible aptitude à lever des fonds, communication insuffisante, conditions imposées par les donateurs, fragmentation du financement.

46. Les lacunes identifiées étaient les suivantes :

- Connaissance insuffisante des ressources et des statistiques nationales;
- Distribution inégale des ressources sur les plans géographique et thématique;
- Regroupement insuffisant au niveau régional;
- Manque de planification stratégique;
- Faibles investissements de l'État.

47. Les solutions étaient les suivantes :

- Créer des fonds pour les forêts et la faune;
- Produire une stratégie pour les statistiques;
- Inviter le secteur privé à mobiliser des fonds.

Résumé des discussions interactives

48. S'agissant de la coordination régionale, le Mali, le Sénégal et la Guinée-Bissau se sont rassemblés précédemment dans le cadre d'une initiative de la FAO. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui représentait également huit pays d'Afrique de l'Ouest, avait produit une initiative environnementale qui avait été étendue à la

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et au Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). C'était l'occasion d'améliorer la coordination au niveau régional. En octobre 2012, la CEDEAO avait organisé une réunion pour valider un plan de convergence forestière, donc les éléments progressaient au niveau régional.

49. Un exemple d'instabilité politique constituant un obstacle au financement des forêts est présenté ci-dessous. Un mécanisme forestier national était mis en place en Guinée-Bissau dans le cadre d'une initiative de la FAO. Les documents relatifs au projet ont été élaborés et approuvés par la FAO. Un atelier a même été organisé, mais à cause du coup d'État, la nouvelle équipe a décidé de mettre fin au projet avant le début de son application, et le financement de la FAO – les 300 000 dollars restants – n'a jamais été décaissé, malgré les efforts déployés par l'organisation pour garantir la continuité du projet. Une fois que le ministère a commencé à rassembler les différents éléments et a demandé que le projet soit mis en œuvre, la FAO a annoncé qu'il était trop tard. D'autres exemples d'instabilité politique concernaient la Côte d'Ivoire et le Togo, où le conflit avait mis fin à l'arrivée des fonds extérieurs.
50. D'autres lacunes et obstacles ont aussi été identifiés. La Tunisie comptait à la fois une politique, une stratégie et un plan forestiers, mais ils n'étaient pas intégrés dans les plans de développement nationaux, ce qui expliquait pourquoi ils n'étaient pas mis en œuvre. En Tanzanie, les politiques ne traitaient pas de tous les aspects de la GDF, dont un grand nombre demeuraient informels. S'agissant des lacunes sur le plan géographique, le Bassin du Congo concentrait la majeure partie des financements en Afrique, aux dépens de pays plus arides tels que ceux du Sahel et d'Afrique de l'Ouest. Enfin, les modes de financement novateurs n'avaient guère été discutés. Les groupes ont mentionné le financement national et international, mais pas les modes novateurs de financement. Ceux-ci devaient être inclus dans la liste des obstacles au financement des forêts.

JEUDI 12 DÉCEMBRE : GROUPES DE TRAVAIL ET GROUPE PLÉNIER

Groupes de travail

51. Le jeudi, les participants ont été de nouveau répartis en groupes de travail et ont été invités à discuter la question suivante en mettant l'accent sur les niveaux local, national et régional : Quel changement institutionnel peut être apporté en vue de combler les lacunes, éliminer les obstacles et tirer parti des possibilités en matière de financement des forêts?

Groupe de travail 1

52. Le Groupe de travail 1 a identifié les possibilités indiquées ci-après aux niveaux local, national et régional :
- Rétablir et revitaliser les mécanismes existants visant à mettre en œuvre la GDF, tels que le Fonds national pour les forêts ou le Fonds national pour l'environnement. Les montants affectés à ces fonds proviennent des taxes perçues sur la foresterie et le bois d'œuvre;
 - Introduire de nouvelles taxes sur les PFNL tels que les oiseaux d'ornement et les noix de cajou;
 - Prélever une taxe sur les produits agricoles tels que le coton, les arachides et le caoutchouc;
 - Rechercher des contributions volontaires;
 - Tirer parti de mécanismes novateurs tels que les fondations privées pour la GDF;
 - Affecter aux forêts une partie des taxes environnementales versées par les secteurs industriels polluants (notamment le transport aérien);

- Programmes de mécénat et « *adopt-a-forest* » (adopte une forêt);
- Renforcer les partenariats public-privé;
- Faire en sorte que les communautés locales prennent part aux programmes de reboisement.

Groupe de travail 2

53. Le second groupe de travail a identifié un ensemble de possibilités différent :

- Les partenariats public-privé;
- Taxes écologiques versées dans un fonds forestier qui ajoute de la valeur aux PFNL;
- Incitations en vue de stimuler les recettes provenant du secteur privé;
- Développer les initiatives de microfinancement;
- Partenariats entre le secteur forestier et d'autres secteurs pour identifier des arrangements relatifs aux répercussions négatives d'autres secteurs sur les forêts;
- Identifier les synergies entre les mangroves et les pêcheries et d'autres relations positives entre les secteurs;
- Planification stratégique de la GDF;
- Réformes législatives visant à accroître la sécurité de l'occupation foncière.

54. Les solutions concrètes pour tirer parti de ces possibilités étaient les suivantes :

- Études des relations intersectorielles avec les forêts;
- Réformes institutionnelles et législatives;
- Incitations ciblant le secteur privé;
- Mise en place de plateformes intersectorielles rassemblant différents ministères;
- Amélioration de la communication entre le ministère des forêts et celui des finances.

55. Le groupe de travail 2 a également fourni des exemples spécifiques, tels que ceux indiqués ci-après :

- Les zones économiques spéciales au Gabon;
- Le programme de solidarité de la Mauritanie, qui finance les énergies renouvelables;
- Les initiatives transnationales qui existent déjà, par exemple la Trinationale de la Sangha.

Conclusions et recommandations

56. Dans l'après-midi, les participants se sont réunis de nouveau en plénière pour discuter les conclusions et recommandations proposées par le Secrétariat du FNUF. Les conclusions et recommandations adoptées du premier atelier sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés étaient les suivantes :

57. Amélioration des connaissances : nécessité d'améliorer les connaissances et d'effectuer d'autres recherches dans les domaines suivants :

- **Identifier les besoins en matière de financement des forêts au niveau national;**
- **Aller au-delà du secteur forestier et de l'APD, en particulier des mécanismes de financement novateurs et les répercussions intersectorielles, afin de mieux comprendre le financement des forêts dans son ensemble;**
- **Comprendre les multiples valeurs des forêts;**
- **Mieux comprendre, au niveau national, ces trois éléments permettrait aux parties concernées de communiquer plus efficacement sur l'importance des forêts.**

58. Stratégies nationales : créer des stratégies nationales de financement des forêts :

- Qui comprennent une stratégie de communication soulignant i) la valeur économique totale des forêts et ii) la contribution des forêts à la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la reconstruction après un conflit;
- Qui soient basées sur un dialogue interministériel et incluent les parties prenantes tant gouvernementales que non gouvernementales;
- Qui soient basées sur un processus participatif qui demande l'intégration des fonctions écologique, économique et sociale avec tous les secteurs concernés;
- Pour lesquelles le FNUF joue un rôle de facilitateur et/ou de catalyseur.

59. Diversité des sources de financement : ces stratégies doivent encourager la diversification des sources de financement et :

- Tirer parti des possibilités intersectorielles (ressources marines, écotourisme, nœud de questions indissociables ayant trait aux forêts, aux mines et à l'agriculture);
- Promouvoir la commercialisation des PFNL et renforcer les systèmes de taxation connexes;
- Mettre en place des mécanismes de financement novateurs tels que les paiements pour services environnementaux, les partenariats public-privé et le microfinancement;
- Introduire des taxes sur les secteurs industriels concernés ou polluants en vue de reconstituer les fonds forestiers nationaux;
- Réviser les codes des investissements afin d'attirer le secteur privé;
- Renforcer les fonds forestiers existants pour faire en sorte qu'ils soient affectés à la GDF plutôt qu'à d'autres activités.

60. Synergies régionales

- Seize organisations régionales, qui offrent la possibilité d'accéder à la fois aux sources de financement régionales et internationales en s'appuyant sur les initiatives existantes suivantes : i) l'exemple de l'Afrique centrale, avec la COMIFAC et le PFBC, et ii) les initiatives transnationales, notamment la Trinationale de la Sangha, le parc transfrontalier du W et la région du Fouta-Djalon.
- Les activités comprennent des plans de convergence des politiques, des stratégies de mobilisation de fonds et l'harmonisation des codes d'investissement.

61. Forêts et conflit

- Promouvoir une meilleure connaissance des répercussions de l'instabilité politique et de l'insécurité de l'occupation des sols sur le financement des forêts. Dans le cas d'un conflit lié aux terres, promouvoir les directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers
- Assurer la coordination avec les unités de crise pour intégrer des activités à effet rapide dans les stratégies nationales de financement des forêts qui peuvent être lancées en cas de conflit
- Demander que les donateurs créent des fonds d'urgence pour pouvoir décaisser des fonds visant à limiter les répercussions des crises aiguës dues à l'instabilité politique

62. M. Diouf, Directeur de l'eau et des forêts, a remercié le FNUF d'avoir organisé l'atelier au Sénégal. Un atelier de ce type permettait de rassembler des idées. Si l'Afrique et les PMA n'avaient pas besoin de financement pour les forêts, il n'y aurait pas de participants

pour cet atelier. Il était nécessaire de diversifier les sources de financement des forêts. Il fallait rechercher différentes formes de financement afin de pérenniser les forêts pour les générations futures. Plus de 60 % des populations des pays visés tiraient au moins en partie leurs moyens de subsistance des forêts, directement ou indirectement, au moyen de produits forestiers, de cycles hydrologiques, du climat ou d'autres moyens liés aux forêts. Il ne fallait pas oublier l'aspect intersectoriel des forêts, qui avait été bien souligné pendant cet atelier. C'est là que résidait l'importance de l'atelier. L'idéal était de rendre les forêts autonomes en matière de financement. M. Diouf a ensuite déclaré que le premier atelier sur le financement des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés était clos.

ANNEXE 2

Liste des participants

	Pays/entité	Nom
1	Bénin	M. Théophile Kakpo
2	Cameroun	Martin Cyrille Nkie
3	République centrafricaine	M. Théodore Mbaro
4	République centrafricaine	M. Robert Pani
5	Congo (République du)	M. Donatien Nzala
6	Congo (République du)	M. Antoine Ngakegni
7	Côte d'Ivoire	M. Jean-Luc André Agkpo
8	Côte d'Ivoire	M. Adjumane Aimé Kadio
9	Gabon	M. André-Jules Madingou
10	Guinée	M ^{me} Christine Sagno
11	Guinée-Bissau	M. Kaoussou Diombera
12	Guinée-Bissau	M. Saquiro Camara
13	Madagascar	M ^{me} Lydie Norohanta Raharimaniraka
14	Madagascar	M. Christin Edmond Randriamanasina
15	Mauritanie	M. Boubacar Diop
16	Mauritanie	M. Moussa Tacko Beye
17	Togo	M. Oyétoundé Djiwa
18	Finlande (Indufor OY - spécialiste)	M ^{me} Anna Karoliina Lindroos
19	FNUF/DAES	M ^{me} Jan L. McAlpine
20	FNUF/DAES	M ^{me} Njeri Kariuki
21	FNUF/DAES	M. Benjamin Singer
22	Sénégal	M. Daniel André

23	Sénégal	M. Pape Walil Gueye
24	Sénégal	M. Amadou Lamine Diagne
25	Sénégal	M. Souléye Ndiaye
26	Sénégal	M. Matar Cissé
27	Sénégal	M. Baïdy Ba
28	Sénégal	M. Abdourahmane Tamba
29	Sénégal	M. Ibra Sounkarou Ndiaye
30	Sénégal	M. Ndiawar Dieng